

**Convention collective départementale**

IDCC : 1885. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES ET CONNEXES  
(CÔTE-D'OR)**

**(1<sup>er</sup> septembre 1995)**

*(Bulletin officiel n° 1996-2 bis)*

*(Etendue par arrêté du 13 mai 1996,  
Journal officiel du 23 mai 1996)*

■ *Journal officiel* du 14 février 2007

**Arrêté du 5 février 2007 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des industries métallurgiques, mécaniques,  
électriques et connexes de la Côte-d'Or (n° 1885)**

NOR : SOCT0710284A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 13 mai 1996 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 18 juillet 2006, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes de la Côte-d'Or du 1<sup>er</sup> septembre 1995, et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'avenant n° 2006-01 du 23 octobre 2006, sur les rémunérations minimales garanties annuelles et sur les rémunérations minimales hiérarchiques et valeur de point, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 3 janvier 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes de la Côte-d'Or du

1<sup>er</sup> septembre 1995, tel qu'étendu par arrêté du 13 mai 1996, les dispositions de l'avenant n° 2006-01 du 23 octobre 2006, sur les rémunérations minimales garanties annuelles et sur les rémunérations minimales hiérarchiques et les valeurs de point, à la convention collective susvisée.

L'article 2 (Rémunérations minimales hiérarchiques et valeurs de point) et l'annexe 2 (Barème des rémunérations minimales hiérarchiques des ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif, applicable à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006) sont étendus sous réserve de l'application des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 février 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/49, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.